

Initiatives ministérielles

sément ce gouvernement qui, en 1984, a privé Petro-Canada de tout rôle dans le secteur public.

Nous estimons que Petro-Canada devrait avoir un mandat qui toucherait en même temps aux intérêts du secteur public et à ceux du secteur privé. De plus, nous pensons que si Petro-Canada faisait partie d'un programme énergétique national, d'une politique énergétique nationale que n'a pas à l'heure actuelle le gouvernement, même s'il prétend le contraire, elle se révélerait utile et justifierait l'appui des Canadiens.

• (1750)

M. McDermid: Pourquoi la garder alors?

M. Kaplan: Le ministre demande pourquoi nous la gardons. Il a établi dans ses propos, et je l'ai bien noté, que le simple bon sens demandait que l'on vende Petro-Canada.

D'après moi, cette attitude révèle l'étroitesse d'esprit dont fait preuve ce gouvernement, non seulement en ce qui concerne Petro-Canada ou la politique énergétique, mais dans l'ensemble de sa gestion des responsabilités gouvernementales. Le simple bon sens exige qu'on vende cette société!

Un article paru dans le *Edmonton Journal* du 3 octobre traitait justement de l'affirmation du ministre selon laquelle le bon sens voulait qu'on vende la compagnie. J'ai été frappé par les arguments du *Edmonton Journal*, qui s'oppose à la vente de Petro-Canada. On y alléguait qu'il était insensé d'entamer les démarches pour disposer de la société pétrolière nationale juste au moment où les prix atteignent des sommets sans précédent, en raison de la crise provoquée par l'invasion du Koweït par l'Irak.

L'invasion du Koweït par l'Irak nous amène au premier des trois points que je voulais aborder à ce sujet. Mon premier point, c'est que l'énergie n'est pas un produit comme n'importe quel autre. C'est une ressource stratégique. Le fait que ce gouvernement adopte ce qu'il juge être une attitude pleine de bon sens à l'égard de Petro-Canada, le bon sens voulant que cette société soit vendue, montre bien qu'il ne comprend pas l'importance de l'énergie et le rôle particulier que le gouvernement et Petro-Canada ont à jouer à cet égard.

Je présenterai brièvement mon second et mon troisième points dès maintenant. J'espère pouvoir les reprendre plus longuement. Le second point que je voulais faire valoir, c'est que le gouvernement n'a pas de politique énergétique. Lorsqu'il dit que les forces du marché devraient dicter comment attribuer les ressources, déterminer les tendances du marché, je crois qu'il pense que c'est

là une politique, mais c'est loin d'être une politique adéquate.

Troisièmement, je tiens à démontrer qu'un important élément de croissance pour le pays est négligé par ce gouvernement. Ici encore, il ne s'agit pas seulement de son attitude à l'égard de Petro-Canada, mais de sa façon d'aborder ses responsabilités en général.

Le pays se dégrade et son gouvernement national est en train de se désagréger. Les valeurs nationales du Canada, les choses qui assurent notre cohésion, qui nous amènent à vouloir survivre ensemble et à construire ensemble en tant que pays, fondent et s'amenuisent de plus en plus. Pour nous, députés de l'opposition, la décision de privatiser Petro-Canada est un pas de plus sur la voie empruntée par des dirigeants qui n'ont pas su comprendre ce qu'est l'essence du gouvernement d'un pays ni ce que c'est que de bâtir une nation.

Permettez-moi de revenir à mon premier point concernant la thèse du gouvernement. Ce dernier dit qu'il existe un marché qu'il appuie, dans lequel il croit et qui détermine le prix de l'énergie. Qu'est-ce qu'un marché? Le mot «marché» est une métaphore désignant l'endroit où des acheteurs et des vendeurs consentants se rencontrent et où des transactions sont négociées. Il n'existe pas de marché répondant à cette définition dans le domaine de l'énergie. C'est un secteur hautement concentré. Lorsqu'un vendeur majore ses prix, les acheteurs n'ont pas la possibilité de s'adresser à d'autres vendeurs offrant de meilleurs prix pour leur acheter leurs produits et leur permettre ainsi de réaliser de plus gros bénéfices. Si un tel scénario pouvait se réaliser, nous aurions affaire à un vrai marché.

Qu'arrive-t-il, dans le secteur de l'énergie, lorsqu'un vendeur hausse ses prix? Il existe une situation de maîtrise des prix, nous le savons tous. Tous les autres vendeurs suivent l'exemple du premier et les prix montent. Ce n'est pas un vrai marché. Le gouvernement lui-même le sait puisqu'il a créé un organisme de surveillance des prix, reconnaissant par là que les prix dans le domaine de l'énergie ne réagissent pas comme dans les secteurs de l'alimentation, de l'automobile ou des produits industriels. C'est un domaine qu'il est nécessaire de surveiller.

Nous en avons souvent eu la preuve par le passé. Il y a eu des inculpations et des condamnations. La ministre de la Justice est ici. Elle sait qu'il y a eu de nombreuses condamnations pour fixation de prix et pour toutes sortes d'autres abus.